

---

**Gabriel Tarde, *L'opposition universelle. Essai d'une théorie des contraires***

[1897] 1999, section XI, pp. 348-358

**Mehrdad Vahabi**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ei/289>

DOI : 10.4000/ei.289

ISSN : 2553-1891

**Éditeur**

Association Économie et Institutions

**Édition imprimée**

Date de publication : 30 octobre 2009

Pagination : 169-180

ISSN : 1775-2329

**Référence électronique**

Mehrdad Vahabi, « Gabriel Tarde, *L'opposition universelle. Essai d'une théorie des contraires* », *Économie et institutions* [En ligne], 12-13 | 2009, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 24 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ei/289> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ei.289>

---

Revue Économie et institutions

Note d'introduction à un extrait de *L'opposition universelle. Essai d'une théorie des contraires* de Gabriel Tarde ([1897] 1999, section XI, pp. 348-358)

**Mehrdad VAHABI (Université Paris 8, Département d'Economie)**

Cet extrait de l'ouvrage de Tarde ([1897] 1999, section XI, pp. 348-358), *L'opposition universelle. Essai d'une théorie des contraires*, publié d'abord en 1897, et republié en 1999 dans *Œuvre de Gabriel Tarde*, Volume III, première série, Le Plessis-Robinson, Institut Synthélabo, Les Empêcheurs de penser en rond, avec la préface de Jean-Clet Martin, porte sur le rôle de la concurrence et de la guerre dans le développement économique et social.

Pour Tarde, l'Univers, du point de vue de l'Opposition de ses êtres et ses forces apparaît sous un jour « manichéen, sinon satanique et infernal » (Tarde, op.cit., p. 43). C'est dans l'harmonie et la solidarité fraternelle qu'il cherche l'explication de son évolution. L'application de ce point de vue philosophique dans l'analyse de la société conduit à une remise en cause de l'idée des apologistes de la concurrence vitale et des partisans du darwinisme social suivant laquelle une condition salubre et *sine qua non* de tout progrès naturel ou humain réside dans la concurrence économique et les luttes sociales. La concurrence, à l'instar de la grève, est impuissante ou malfaisante sans l'invention et l'imitation.

L'auteur des *Lois de l'imitation* [1890] 2001, qui voit dans l'imitation le « seul vrai rapport social », la définit comme « toute empreinte de photographie inter spirituelle, pour ainsi dire qu'elle soit voulue ou non, passive ou active. » (Tarde [1890] 2001, p. 46). L'hérédité est une forme inconsciente d'imitation, et il y a deux manières d'imiter : faire exactement comme son modèle, ou faire exactement le contraire. *L'invention* comprend toutes les initiatives individuelles, quel que soit le degré de conscience contenue dans celles-ci.

Les inventions fournissent une assurance contre les risques. Par exemple, les bateaux à vapeur, transportant du blé d'un monde à l'autre, sont une assurance contre la famine. Les inventions peuvent

avoir lieu dans la législation, l'administration, l'armement, et la stratégie. Ces inventions ont produit l'Etat moderne, qui est considéré comme une « grande compagnie d'assurance générale » (Tarde ([1897] 1999, p. 473). Il s'agit d'une assurance des droits des citoyens contre l'arbitraire et les agressions ainsi que la protection des droits contractuels. Le paratonnerre, application industrielle d'une découverte scientifique, est une assurance contre la foudre, assurance à laquelle on ne songeait pas avant Franklin.

Puisque le plus imitateur des hommes est novateur d'une façon ou d'une autre, « Une invention, qu'est-ce ? », demande l'auteur de *La logique sociale* ([1897] 1999, Chapitre VIII, L'Economie Politique, p. 506), et il répond : « Un croisement heureux d'imitations différentes dans un cerveau, c'est-à-dire une idée ingénieuse consistant à établir un lien de moyen à fin entre deux inventions antérieures, qui, jusqu'alors, indépendantes et étrangères l'une à l'autre, circulaient séparément dans le public, mais désormais sauront se présenter liées ensemble et se donner par cette liaison une impulsion mutuelle. » (pp. 506-7). Par exemple, grâce à l'invention de la machine à vapeur, l'idée antique du piston s'est mariée avec celle de la vapeur d'eau, non moins ancienne. De la même façon, la fabrication des pistons a reçu un nouvel emploi de la vaporisation de l'eau par la chaleur, et réciproquement. C'est dans les bons effets de la propagation imitative des inventions que Tarde cherche à expliquer les conditions du progrès social souvent attribuées à la concurrence.

L'harmonie et la coopération sont ainsi identifiées comme les vraies sources du progrès, et l'invention imitée est introduite comme la force motrice du développement social. D'après Tarde, les inventions industrielles constituent les données premières de l'économie politique. Par elles toute la richesse a été produite. « Le mot richesse ci-dessus a été prise comme synonyme d'utilité. L'objet ou le service utile est celui qui répond à un désir, toujours créé ou spécifié (...) par une *invention* » (Tarde [1893] 1999, p. 481). D'après Tarde, les deux éléments constitutifs de l'utilité sont la croyance et le désir. Ces deux éléments sont engendrés ou renforcés par le génie inventif. « La cause première de la richesse, c'est l'invention » (Ibid., p. 474).

Cependant, le véritable objet de l'économie politique n'est pas la *production*, mais bien la *reproduction* des richesses. Dans ce sens, elle a comme objet l'examen de l'imitation (la reproduction) des inventions. « En d'autres termes, elle étudie purement et simplement (...) les lois de l'imitation à son point de vue particulier. » (Ibid., p.

480). Par imitation, Tarde entend ici les actes reproducteurs des travailleurs qui ne se limitent pas aux génies des inventeurs.

Le fondement de *L'opposition universelle* dans l'économie politique doit être recherché dans la dualité des valeurs. Tarde distingue deux types différents de valeurs dans toutes les marchandises, la « valeur-lutte » et la « valeur-aide » (Tarde [1893] 1999, chapitre VIII). La « valeur-lutte » est le résultat d'un conflit interne entre nos désirs conflictuels qui nous conduit à privilégier l'un au détriment des autres. Quand le désir auquel un objet ou un service répond n'est satisfait que moyennant le sacrifice d'un autre désir, son utilité n'est pas gratuite, elle est coûteuse ; cet objet ou ce service *vaut* ce qu'il coûte.

Ce que Tarde nomme « valeur-lutte » est connu en théorie économique comme « coût d'opportunité ». Mais comme on avait souligné ailleurs (Vahabi, 2004, pp. 169-170), la singularité de ce concept chez Tarde réside dans le fait qu'il la définit en termes de *spoliation*. La valeur de spoliation pour le guerrier ou le voleur correspond à « ce que peut lui coûter son butin, la pesée intime de l'avantage recherché et du risque couru. » (Tarde [1893] 1999, p. 484). Contrairement au « coût d'opportunité », la « valeur-lutte » n'est pas définie dans le contexte d'un *échange marchand* mais dans le cadre de l'activité *prédatrice* ou appropriative. Cette valeur n'est pas déterminée par le régime échangiste, mais selon le principe des « équivalences de préjudices ». D'après Tarde, l'échange a été précédé par la spoliation dont elle est la forme réciproque : « Avant toute valeur d'échange, le bétail a eu une valeur de spoliation, quand ce butin, conquis sur l'ennemi, coûtait des blessures et des risques de mort. L'idée d'*équivalence* préexistait donc à l'échange, dont le seul mérite a été de la mettre en lumière. » (Ibid., p. 483).

Par contre, il existe un second type de valeur que Tarde nomme « valeur-aide ». Lorsqu'un désir en se satisfaisant permet de mieux en satisfaire un autre, nous assistons à une « valeur-aide » qui repose sur une complémentarité des désirs. La « valeur-aide » est l'opposée de la « valeur-lutte » puisqu'elle n'assume pas la rivalité entre les désirs. L'échange marchand fournit la base d'une telle valeur. Peut-on associer à *l'opposition universelle* entre « valeur-lutte » et « valeur-aide », *l'opposition universelle* entre la guerre et la concurrence ? Nous ne pouvons pas trouver une réponse claire à cette interrogation chez Tarde. Néanmoins, il nous annonce que le progrès économique consiste dans la substitution graduelle de la « valeur-aide » à la « valeur-lutte » : « Est-ce à dire que la civilisation diminue les chocs de désirs ? Nullement, elle les multiplie en multipliant les richesses, qui font se heurter dans les cœurs autant de convoitises rivales ; mais,

par les améliorations industrielles et l'abaissement des prix, elle atténue sans cesse ces conflits. » (Ibid., p. 482). Cette prévision optimiste ne nie pas les déséquilibres internes d'ordre économique.

En examinant les oppositions d'ordre économique, Tarde n'oublie pas de soulever deux types de crise, l'une associée au nom de Clément Juglar et l'autre à celui de Paul Leroy-Beaulieu. C'est, cependant, dans ce deuxième type de crise que Tarde retrouve un lien direct entre l'*innovation* et la *destruction* dans toutes ses dimensions, à savoir économique, sociale, et politique. Il anticipe la théorie schumpétérienne de « destruction créatrice » et suggère que « l'apparition simultanée de plusieurs grandes inventions rénovatrices » provoque « une foule de produits nouveaux qui *détruisent* véritablement la valeur des produits anciens » (Tarde, [1893] 1999, p. 357). Mais cette « destruction créatrice » à la Tarde ne se limite pas au processus purement économique. Elle peut résulter des changements institutionnels profonds comme par exemple une conversion religieuse ou une transformation politique qui « impliquent la négation partielle ou la partielle suppression des principes et des coutumes de la foi et du cœur publics, toujours violente et précédée de guerres intérieures sinon de combats dans la rue » (Ibid.). Sans nier l'importance de ce genre de luttes ou de révolutions, ce n'est pas dans le *duel* mais plutôt l'*hymen* que Tarde situe la vraie source de fécondité.

### *Bibliographie*

Tarde Gabriel, *Les lois de l'imitation*, préface de Jean-Philippe Antoine, Œuvre de Gabriel Tarde, deuxième série, Volume I, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2001 ; première édition : Paris, Félix Alcan, 1890.

Tarde Gabriel, *La logique sociale*, préface de René Schérer, Œuvre de Gabriel Tarde, Volume II, première série, Paris, Institut Synthélabo, Les Empêcheurs de penser en rond, 1999 ; première publication en 1893.

Tarde Gabriel, *L'opposition universelle, Essai d'une théorie des contraires*, préface de Jean-Clet Martin, Œuvre de Gabriel Tarde, Volume III, première série, Paris, Institut Synthélabo, Les Empêcheurs de penser en rond, 1999 ; première édition : Paris, Félix Alcan, 1897.

Vahabi Mehrdad, *The Political Economy of Destructive Power*, Cheltenham and Northampton, Edward Elgar, 2004.

Extrait de *L'opposition universelle. Essai d'une théorie des contraires* de Gabriel Tarde ([1897] 1999, section XI, pp. 348-358)

*L'opposition universelle*

Mais cette courte démonstration d'une thèse si importante ne saurait suffire. J'ai besoin d'y revenir sur deux points particulièrement intéressants : la concurrence et la guerre. La concurrence d'abord.

La concurrence est le choc des intérêts ; par elle-même elle est donc un démenti donné à cette harmonie naturelle des intérêts que proclame l'école de Bastiat. On peut, par suite, s'étonner de voir ces économistes louer à la fois cet accord et le choc qui la contredit. Une seule considération, indiquée par Lange, dans son chapitre intitulé, *La dogmatique de l'égoïsme*, pourrait sembler de nature à concilier ces deux points de vue. Il serait très possible, dit-il, que compensation faite de la perte de force résultant des cas où les intérêts se heurtent et du gain de force obtenu par leurs accords, le gain fut supérieur à la perte. Mais, s'il était ainsi - et Lange montre le contraire - la concurrence n'en demeurerait pas moins un mal, seulement compensé par un plus grand bien<sup>1</sup> ! C'est d'ailleurs une concession que Bastiat repousse a priori. Après avoir cru prouver que la concurrence est indestructible, il ajoute : « Oserez-vous dire qu'un phénomène indestructible, et par conséquent providentiel, peut être malfaisant ? »

<sup>1</sup> Dans le même chapitre, le sagace critique examine curieusement l'hypothèse où le progrès moral de l'avenir, conforme aux vœux des économistes classiques, consisterait à « refouler les instincts qui nous portent à nous dévouer, *pour le prochain* » et où l'homme trouvera la force nécessaire « à cette victoire sur soi-même » dans la considération du mécanisme universel « dont l'harmonie serait troublée si nous suivions les élans du cœur que l'on avait coutume de louer jadis comme des actes nobles, désintéressés, magnanimes ». La sympathie serait alors le « péché originel » à effacer par le baptême de cette morale de l'égoïsme purifié de tout sentiment étranger. - Les économistes répondent à cela qu'on les a mal compris, et c'est possible ; mais la vérité est qu'ils se sont surtout très mal compris eux-mêmes, très mal entendus avec eux-mêmes. Quant aux *darwinistes sociaux*, c'est une morale du despotisme pur de toute pitié qu'il conviendrait d'esquisser à leur usage.

Dans ses développements à ce sujet, il dit un mot en passant, tout à fait incidemment, des inventions qui, dit-il, une fois limitées, tombent dans le domaine commun « grâce à la concurrence » des industriels qui les exploitent. Si ce grand esprit, - digne, je me hâte de le dire, de beaucoup plus de respect qu'on ne lui en témoigne de nos jours - eût arrêté son attention pénétrante sur ce point, il n'aurait pas manqué de s'apercevoir qu'il confond ici, manifestement, deux choses bien distinctes : les bons effets incontestables de la propagation imitative des inventions et les conséquences, beaucoup moins louables, beaucoup plus discutables, de leur concurrence, qui s'établit entre les co-producteurs d'un même article. Ce n'est pas parce que ceux-ci cherchent à s'enlever réciproquement leur clientèle et à se faire tout le mal commercial possible, que le bénéfice d'une invention relative à la fabrication de cet article, d'individuel, devient social. C'est au contraire, parce qu'ils ont commencé par avoir connaissance de cette invention, c'est parce qu'elle s'est propagée peu à peu, en copies successives, de l'inventeur à eux, qu'ils ont songé à faire concurrence à celui qui, auparavant, l'exploitait seule. Tant que ce dernier en a eu le secret, la concurrence avec lui a été impossible ou désastreuse. Il faut aussi tenir grand compte de la diffusion imitative, dans le public consommateur, du besoin spécial auquel cette invention répond. Si, après l'invention de la locomotive, le désir de monter en wagon ne s'était pas répandu et généralisé, comme le supposait M. Thiers, à quoi eût servi aux constructeurs de locomotives de s'entre-ruiner en se faisant concurrence, et au public d'assister au spectacle de cette mutuelle destruction ? Ou bien dira-t-on que c'est cette concurrence même qui a causé la propagation de ce besoin ? Mais l'on sait bien qu'il n'en est rien, que cette invention a été monopolisée à peu près partout dès ses débuts et que, presque en tout pays, la construction des chemins de fer été précédée par une fièvre, par une frénésie de ce genre de locomotion. L'exemple choisi est bien propre à faire voir comment le bénéfice d'une invention, sans nulle concurrence, se socialise. Ainsi, sans l'imitation, et d'abord sans l'invention imitée, la concurrence est impuissante ou malfaisante, tandis que, même sans concurrence, l'invention et l'imitation sont toutes-puissantes et, finalement, bienfaisantes.

Qu'on me cite un véritable progrès industriel qui aurait été la conséquence d'une grève. Cependant, si la concurrence a l'efficacité inventive qu'on lui prête, la grève, qui est une des grandes formes collectives de la concurrence dans le sens large du mot, devrait participer à cette fécondité. Mais ce n'est pas l'avis des apologistes de la concurrence qui, par une

inconséquence à noter, dénigrent fort la grève, et, tout en reconnaissant qu'elle est un droit, lui imputent des pertes le plus souvent sans profit. Tout ce qu'on peut leur accorder, c'est que les grèves, comme la concurrence en général, ont été *par elles-mêmes* stériles en véritables perfectionnements. Dans l'ardeur de la lutte, patrons et ouvriers, armés les uns contre les autres, ont bien pu imaginer de ressusciter des procédés anciens, de faire revivre des espèces démodées et inférieures de production ; mais inventer du nouveau, et du nouveau viable, jamais. C'est au cours du travail, à l'atelier, c'est durant le fonctionnement de la coopération harmonieuse entre le patron et ses ouvriers (ou entre ceux-ci seulement, s'il s'agit d'une société coopérative), que les bonnes idées jaillissent, que les améliorations naissent et s'accumulent. Loin de susciter de nouvelles inventions, les grèves ont maintes fois eu pour objet la destruction des machines rénovatrices.

Tout autrement fécondes que les grèves, sont les *Trade-Unions* et autres associations ouvrières ou même patronales. Une des raisons qui ont porté M. Godin à fonder son familistère est qu'il pensait, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, « que la participation induirait les ouvriers à inventer de nouveaux instruments, de nouvelles applications, de nouvelles méthodes. » Et il paraît que cet espoir n'a pas été déçu. - Mais peut-être m'objectera-t-on que les Trade-Unions et, en général, toutes les corporations industrielles sont nées des nécessités de la lutte et pour l'entretenir - pour entretenir les grèves en particulier - et qu'il en a été en cela de ces corps collectifs comme des organismes, qui seraient nés, suivant les Darwiniens, de la concurrence vitale et pour la concurrence vitale. Mais, là comme ici, on a fait honneur à la lutte des bienfaits de l'alliance. D'abord, les Trade-Unions sont à la fois des sociétés de secours mutuels et des armées, et de ces deux caractères, le premier l'emporte de beaucoup sur le second<sup>2</sup>. Les fonds de ces sociétés ont été employés toujours jusqu'à concurrence des trois quarts pour la partie philanthropique de leur institution. En second lieu, les *Trade-Unions* procèdent historiquement, d'après M. Howell, des associations ouvrières du Moyen Âge, Town-Guilds, Merchant Guilds ; car leur apparition brusque, dès le lendemain de la loi de 1824 qui les autorisa, ne doit pas faire illusion. Elles préexistaient à cette loi, mais en se cachant. Or les anciennes guildes étaient, avant tout, on le sait, des confréries, des sociétés de paix plus que de combat, ou, du moins, de défense bien plus que d'attaque.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet le grand *Traité d'économie politique*, si riche de documents et d'idées de M. Paul Leroy-Beaulieu (notamment t. II, pp. 416 et 425). - voir aussi. 4 11 et 412.



Bastiat n'a point tort de dire que tous les dons naturels, tous les avantages locaux, tous les privilèges artificiels eux-mêmes, tendent en somme, malgré des obstacles évidents, à devenir gratuits et communs après avoir été longtemps coûteux et monopolisés. Mais c'est un paradoxe d'attribuer ce résultat à la mêlée des égoïsmes. Il est dû à l'imitation de l'instinctive sympathie qui rend l'homme sociable. Le fait seul que le désir d'un genre de consommation, hier luxueux, demain vulgaire, descend imitativement, sympathiquement à vrai dire, dans des couches de la nation de moins en moins fortunées et de plus en plus nombreuses, a cette conséquence que le producteur de cet article, fût-il même monopoleur, baissera peu à peu ses prix, car il y a aura intérêt. A l'inverse, tant que le désir d'un produit de luxe restera confiné dans un groupe spécial de personnes, sans nulle tendance à rayonner au dehors, on verra, si ce groupe est riche, les fabricants de ce produit, même rivaux, tenir très haut le prix de cet article, bien plus haut en tout cas que si ce besoin était partagé par des classes moins aisées.

Au demeurant, la concurrence n'est qu'une forme hybride et mitigée de la lutte. Elle n'a lieu qu'entre collègues et d'habitude entre compatriotes ; elle implique donc, en même temps qu'une contrariété partielle de leurs vœux et de leurs efforts, une solidarité générale de leurs âmes et de leurs vies. La concurrence est liée à la *convivance*. Or est-ce en tant que contradiction de désirs qu'il est permis de la réputer à certains égards utile ? Voilà la question<sup>3</sup>. Je la résous par la négative. Tout nouveau-né est un concurrent de vie pour tous les vivants déjà installés sur la terre ; ce qui ne les empêche pas de célébrer sa venue par des fêtes. Et, dans beaucoup de professions, on salue aussi par des réjouissances l'arrivée d'un

<sup>3</sup> Une question toute semblable peut être posée à propos de la *discussion libre*, à laquelle certains publicistes de grande valeur, M. Bagehot par exemple et, plus récemment, M. Gaston Richard, ont voulu attribuer en politique un rôle au moins égal à celui que les économistes attribuent à la libre concurrence. « Le régime de la discussion, dit M. Richard est le grand-agent du progrès sous toutes ses formes... C'est ainsi que, dans les temps modernes, l'Espagne, la France et l'Angleterre, pour avoir plus ou moins compris le rôle de la discussion, ont eu des destinées si différentes. » On devine tout ce que, si j'avais le temps d'examiner cette thèse, je pourrais y répondre ; mais, dans la mesure où il est certain que la liberté de discuter a produit de bons effets (assurément bien inférieurs et bien subordonnés à ceux du génie inventif et initiateur en tout genre, car, que serait l'Angleterre même avec tout son parlementarisme, si elle n'avait pas eu son Watt par exemple), on peut se demander ceci : est-ce en tant que *contradiction* d'idées, ou n'est-ce pas plutôt en tant que similitude de connaissances, *communauté d'instruction* et d'éducation, que la discussion parlementaire est salubre ?

nouveau collègue. C'est qu'en effet ou la civilisation n'est qu'un vain mot, ou elle a pour effet d'adoucir l'âpreté des fruits sauvages du cœur, de glisser dans la compétition des intérêts une huile de bonté qui les tempère, atténue leurs frottements, supprime le *votum mortis* et réduit leur conflit sans fiel ni haine à n'être plus qu'une émulation généreuse, une course où les coureurs sont toujours tout prêts à s'arrêter pour secourir leurs rivaux blessés. Un pas de plus, et nous arrivons à un état de choses où l'aspiration des désirs contraires est de s'affirmer conformes et de superposer, de substituer à la confusion des intérêts concurrents le cadastre de droits juxtaposés, délimités nettement. Ainsi s'est formé, en tout pays, l'ordre juridique, terme et idéal de la liberté économique. Il est remarquable que, dans la vie civilisée, nul intérêt n'ose décemment se montrer que vêtu d'un droit dont il prend le nom ; et cela prouve l'universelle répugnance de l'humanité à l'antagonisme et à la lutte ; car, si nous savons que les intérêts sont souvent contraires, nous prétendons que les droits ne le sont jamais, qu'ils ne peuvent l'être, que leur essence est d'être d'accord entre eux, si bien que, lorsqu'ils viennent à se combattre en apparence, le résultat de leur apparent combat est un jugement qui déclare non pas l'un d'eux vaincu par l'autre mais inexistant, imaginaire. Telle est bien la singularité éminente, l'originalité frappante de la notion du droit : il est curieux et admirable qu'au milieu d'une nature anarchique où tous les êtres se sont hostiles, pourvus de propriétés qui se combattent, l'homme ait conçu l'harmonie préétablie de ces propriétés supérieures qu'il s'attribue à lui-même, ses droits.

Tous les métiers sont, en un sens, des fonctions publiques ; et toutes les fonctions publiques, en un autre sens, - en tant que chaque exercice de leurs pouvoirs rend service à des particuliers déterminés, - sont des fonctions privées. La seule différence qu'il y ait entre les fonctions dites publiques et les autres professions, c'est que le caractère d'utilité générale inhérent aux premières est plus direct ou plus visible. Mais, peu à peu, à mesure qu'ils se syndiquent, les membres de la plus humble des professions prennent conscience de ce qu'il y a d'indirectement ou d'éventuellement utile à tous dans l'accomplissement de leur besogne. Dès lors, ils aspirent, sinon à grossir précisément les rangs déjà si encombrés des fonctionnaires, du moins à être respectés comme ceux-ci et réglementés à leur tour. Le premier effet de cette conscience qu'ils prennent de leur valeur sociale, c'est qu'ils tendent à amoindrir la concurrence qu'ils se font entre eux, comme se la faisaient jadis les fonctionnaires publics eux-mêmes. En effet, ces juges de tout ordre, civils, commerciaux, administratifs, criminels, dont les attributions et les juridictions sont aujourd'hui si parfaitement réglées, malgré quelques rares

conflits, ont passé, sous l'Ancien Régime, une notable partie de leur vie judiciaire à se battre, à se disputer les procès. Et il se trouvait, je n'en doute pas, des magistrats persuadés que ces disputes, voire même celles de préséance, étaient nécessaires à l'activité des parlements et des cours, faisaient partie intégrante de leurs libertés les plus précieuses. Plus on remonte vers le Moyen Âge, plus on voit se multiplier ces rivalités interminables ; et il en est de même des rapports entre les employés de n'importe quelle administration. Les préfets de nos jours ne se disputent plus les affaires administratives, ni les prélats et les abbés les affaires ecclésiastiques ; autrefois, c'était là l'occupation habituelle des intendants et des évêques.

Ainsi, en ce qui concerne les fonctions directement publiques, le progrès est allé d'un régime de rivalité confuse à un régime de délimitation précise et de solidarité sentie. En sera-t-il de même des professions quelconques ? Dans une certaine mesure, - car c'est ici une question de mesure avant tout, oui, je le crois. A première vue, on pourrait penser le contraire, en songeant aux corporations de l'Ancien Régime suivies d'une ère de concurrence industrielle. Mais, en réalité, la suppression des corporations anciennes a été une révolution qui a non pas complété, mais supprimé une évolution depuis longtemps parvenue à son terme, et inauguré une nouvelle évolution. Or celle-ci, à y regarder de près, est le recommencement de la première, et les deux sont conformes à notre point de vue. Les corporations avaient été précédées par une coexistence anarchique d'ateliers ennemis, dans chaque industrie d'une même ville ; et, si le régime corporatif, dès le Haut Moyen Âge, s'est répandu partout, c'est que les avantages qu'il présentait, l'esprit d'union relative qu'il faisait régner entre les membres de chaque corps, - je ne dis pas, certes, entre les divers corps<sup>4</sup>, - avaient été évidents pour tous. Maintenant, retombés en anarchie, les ouvriers de chaque catégorie se remettent à s'agréger comparativement et s'efforcent par tous les moyens licites ou non, louables ou coupables, tyranniques parfois, d'atteindre un certain état juridique dont le rêve les obsède et dont la formule, par malheur, est loin d'être trouvée. Là où cette tendance est le mieux accusée et le plus près d'être réalisée, c'est peut-être où elle a été poursuivie sans combats, le moins révolutionnairement du monde

<sup>4</sup>Les procès d'Ancien Régime entre corporations différentes pour se disputer du travail ne sont pas comparables aux conflits des juges de divers ordres qui se disputaient les affaires. Ces luttes judiciaires étaient des guerres civiles ; les autres étaient des guerres extérieures ; et c'est précisément l'apaisement des troubles civils qui rend possible la guerre contre l'étranger.

: dans l'industrie de la locomotion. Autant les anciens voituriers se faisaient une concurrence acharnée, autant les employés de chemins de fer, même entre compagnies rivales - rivales et cependant collaboratrices, et de plus en plus collaboratrices, de moins en moins rivales - se sentent solidaires et se solidarisent chaque jour davantage. Aussi ces voituriers galonnés sont-ils devenus des espèces de fonctionnaires, regardés comme tels par tout le monde. Il y aurait là vraiment de quoi justifier en partie, - en bien minime partie, je l'avoue - ce penchant irrésistible au fonctionnarisme universalisé, qui, dit-on, caractérise les Français, et qui pourrait bien, avant peu, caractériser tous les peuples. En cela, comme à tant d'autres égards, aurions-nous eu le malheur ou le mérite d'être des précurseurs ?

Nous ne pouvons, à propos des oppositions d'ordre économique, éviter de dire un mot des *crises*. Les crises commerciales et financières se rattachent-elles à notre sujet ? Oui et non. Ces maladies économiques résultent bien, il est vrai, d'un resserrement du crédit et de la consommation succédant à un abus du crédit et de la dépense, d'une contagion de pessimisme succédant à une contagion d'optimisme sur le marché d'une région plus ou moins étendue (moins étendue à mesure qu'on remonte dans le passé, qui a aussi connu ses crises, et de plus en plus étendue à mesure qu'on avance vers l'avenir). Mais, d'autre part, ce n'est point la coexistence et la lutte du pessimisme et de l'optimisme, de l'excès de confiance et de l'excès de méfiance, qui constitue la crise, car l'excès de confiance est tombé quand la crise éclate, et c'est précisément parce qu'il tombe, qu'elle naît. Il y a donc ici opposition-rythme, mais non opposition-lutte. Il y a désaccord, désadaptation, déséquilibre ; il n'y a point contradiction et neutralisation. Il y a bien dépérissement et annihilation de valeurs, comme l'indiquent les cotes de la Bourse, ou des chutes soudaines et multipliées jettent l'épouvante ; mais il n'y a pas, à proprement parler, destruction mutuelle de valeurs, comme il arrive quand la concurrence de deux articles similaires fait baisser les prix des deux. En cas de crises, la concurrence des producteurs qui offrent les articles au rabais joue un grand rôle sans nul doute, mais elle-même n'est que l'effet d'une production disproportionnée aux besoins de la *consommation correspondante au prix que les productions concurrentes avaient tous en vue*, et, c'est cette disproportion, non la rivalité des productions, qui a produit l'avilissement des articles.

Aussi faut-il bien distinguer de ces crises commerciales et financières (finement étudiées par M. Clément Juglar) des crises d'un tout autre genre que M. Paul Leroy-Beaulieu a

raison de mettre à part et qui mériteraient peut-être un nom distinct. Je parle de ces troubles profonds du régime économique et moral d'un peuple ou une conversion religieuse, une transformation politique, l'apparition simultanée de plusieurs grandes inventions rénovatrices, introduisent brusquement des convictions nouvelles et des besoins nouveaux, qui impliquent la négation partielle ou la partielle suppression des principes et des coutumes jusque-là régnaient. Cette transformation brusque de la foi et du cœur publics, toujours violente et précédée de guerres intérieures sinon de combats dans la rue, a pour effet de susciter une foule de produits nouveaux qui *détruisent* véritablement la valeur des produits anciens. Ainsi ont été détruites, par la conversion du monde romain au christianisme, d'immenses richesses païennes accumulées sous forme de cirques, de théâtres, de thermes mêmes, d'objets sans nombre servant aux cérémonies des temples. De même, quand l'importation des idées et des modes européennes a débordé sur le Japon, toutes les conditions de sa vieille vie économique ont été bouleversées par suite de la contradiction aperçue entre tant d'institutions féodales du passé japonais et les institutions modernes apportées de l'étranger. Du jour au lendemain, alors, des milliers et des millions d'objets précieux ont perdu leur prix (sauf à le retrouver plus tard, mais à un autre titre, à un point de vue tout archéologique et esthétique), et cette dépréciation a été, je le répète, une véritable destruction.

Ce sont ces dernières sortes de crises qui, seules, appartiennent à notre sujet. Or, devons-nous croire qu'elles sont inévitables, nécessaires, que le progrès humain leur est dû ? La question est grave et ne saurait être résolue en quelques mots. Qui dira, avec impartialité, au lendemain d'une révolution triomphante, si, compensation faite de ses destructions et de ses créations - quand création il y a - l'humanité a plus gagné que perdu à son triomphe ? Le plus souvent, le défaut de commune mesure entre les biens détruits et les biens acquis rend le problème absolument insoluble. Quand il peut être résolu, la superstition révolutionnaire empêche de voir la vraie solution. Inutile d'insister ici.